



Projet de loi travail

Face au déni de démocratie : Amplifier la mobilisation !

Au plan national interprofessionnel les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL se sont à nouveau réunies.

Alors que les salarié-es, les jeunes, les privé-es emploi, les retraité-es sont mobilisés depuis plus de 2 mois pour le retrait du projet de loi travail et l'obtention de nouveaux droits, alors que l'opinion publique reste massivement opposée à ce texte, le gouvernement décide de passer en force en utilisant le 49.3. Inacceptable !

Ce sont les mobilisations qui ont contraint le gouvernement, à proposer des modifications au projet de loi pour tenter d'en minimiser les impacts. Le compte n'y est toujours pas !

Un code du travail par entreprise à l'opposé de la "hiérarchie des normes", élément protecteur et égalitaire, perdue dans le projet de loi. Scandaleux !

Plusieurs secteurs professionnels continuent de développer des actions, des grèves (cheminots, routiers, énergie, chimie, construction, aéroport de Paris, etc.), qui sont autant d'éléments d'appui et de dynamiques dans la poursuite, l'amplification et l'élargissement du rapport de force.

À partir de tous ces éléments, les organisations syndicales CGT, FO, SNU/FSU et Solidaires SUD emploi de Pôle emploi affirment que cette situation renforce la nécessité d'amplifier les mobilisations déjà le 12 mai sur tout le territoire.

Elles appellent leurs organisations à organiser des assemblées générales avec les salarié-es pour débattre des modalités d'actions, de la grève et de sa reconduction, et à construire deux nouvelles journées de

**Grèves et manifestations le mardi 17 mai
et le jeudi 19 mai prochains**

Paris, le 11 mai 2016